

7 février 1991 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à Antenne 2, FR3, TF1 et la Cinq le 7 février 1991, sur le conflit du Golfe et l'imminence d'une offensive terrestre, les "buts de guerre" de la France et la nécessité d'instaurer la paix au Proche et au Moyen- Orient, et le refus d'utiliser l'arme chimique contre l'Irak, Paris le 7 février 1991.

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, bonsoir.

- Alors que la guerre du Golfe entre dans sa quatrième semaine, on entend parler de plus en plus fréquemment de l'imminence d'une offensive terrestre, alors qu'une information contradictoire, du reste, circule sur l'état des forces irakiennes. Est-ce que vous pouvez nous dire, ce soir, si cette guerre terrestre est inévitable et si elle s'annonce particulièrement meurtrière ?

- LE PRESIDENT.- Elle est inévitable. Elle sera dure. Nous entrons dans la phase difficile de la guerre. La bataille terrestre, que je ne saurais fixer, s'annonce pour les jours qui viennent, un peu plus peut-être, en tout cas dans le courant de ce mois. Cette épreuve cruelle de vérité aura lieu. Il faut que les Français y préparent leur esprit.

- QUESTION.- Monsieur le Président, si au cours de cette offensive terrestre les Irakiens venaient à utiliser l'arme chimique, quelle devrait être selon vous la nature de la riposte des alliés ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez peut-être que c'est la France qui est dépositaire de la Convention de 1925, garante de l'interdiction de l'arme chimique. Nous avons organisé, en France, à Paris, au début de 1989 une conférence internationale pour l'interdiction des armes chimiques. Nombreux ont été les pays, quelques 150, 149, exactement, qui ont signé le document final et parmi eux l'Irak et la France. Ce que fera l'Irak ? Je ne le sais. Les signes annonciateurs sont ceux que vous savez. M. Saddam Hussein n'a pas caché son intention. Cela ne modifie pas mon opinion. Nous ne devons pas nous servir de l'arme chimique. Nous disposons de moyens classiques qui nous permettront de défendre et de faire triompher le droit dans ce conflit, mais nous ne devons pas succomber à cette volonté de riposte sur ce même terrain. On voudrait nous y conduire. Il faut s'y refuser.\

QUESTION.- Le but de guerre de la France tient en trois mots : "évacuation du Koweït" et les buts de paix, peuvent-ils se définir aussi simplement ? Faut-il tout arrêter une fois que le dernier soldat irakien se sera retiré du Koweït ou faut-il poursuivre plus loin pour casser la machine de guerre et lui éviter de recommencer ?

- LE PRESIDENT.- Ce sont encore les buts de guerre £ mais c'est vrai qu'on peut résumer le but de guerre, puisque ce mot est nécessaire, c'est le vrai, en respectant scrupuleusement la décision du Conseil de sécurité des Nations unies. Elles ont dit libérez le Koweït avec tous les moyens que vous déciderez, vous pourrez recourir à tous les moyens qui iront dans ce sens : d'où la guerre, puisque cela a été malheureusement, en dépit des efforts de la France, le seul moyen. Donc, en effet, le Koweït libéré, nous aurons obtenu l'essentiel de ce pourquoi nous sommes engagés.

Comment le définir exactement ? C'est difficile. Il y a le territoire du Koweït qui doit être

Comment le définir exactement ? C'est difficile. Il y a le territoire du Koweït qui doit être entièrement libéré de toute emprise militaire irakienne. Il faut aussi se prémunir contre tout retour en force de ces mêmes armées. Il faut donc garantir les alentours du Koweït. Mais ce que je dis ne doit pas être objet de confusion. C'est le seul objet de guerre et je ne pense pas, je ne souhaite pas - je dirai même - je ne veux pas, au nom de la France, que cela se transforme en guerre sur le territoire de l'Irak tout entier avec tout ce que cela comporte d'occupation des villes, de résistances, de luttes quotidiennes par d'autres moyens. Non. On libère le Koweït. On veille à ce que l'opération militaire s'achève par la victoire des 29 alliés coalisés et puis on commence à parler sérieusement - on peut le faire dès ce soir - des buts de paix, ce que vous venez de faire. C'est le Conseil de sécurité des Nations unies qui a autorisé la guerre, l'emploi des moyens, n'importe quels moyens possibles. C'est le Conseil de Sécurité des Nations unies qui doit organiser le retour à la paix. Il ne faut pas s'y tromper. Aucune autre autorité ne peut s'y substituer. Puis ce ne serait pas logique. Comment ! L'institution internationale qui dit le droit, qui définit les moyens s'arrêterait soudain parce qu'on parlerait de paix ! Je rappellerai à cet égard ce que j'ai moi-même dit - pardonnez-moi de me citer mais je m'exprimais au nom de notre pays - le 24 septembre, devant les Nations unies. J'indiquais déjà des buts de paix, d'ailleurs je pensais, j'espérais que la paix pourrait encore être sauvée. Il faut une garantie internationale, il faut que chacun de ces pays, et d'abord naturellement l'Irak et le Koweït, et tous les autres, voient reconnu le respect de leurs frontières actuelles, telles qu'elles sont reconnues par l'ensemble des nations, le respect de leur souveraineté, le respect de l'équilibre général du Proche et du Moyen-Orient. Voilà le premier point.\

Le deuxième point : il faut organiser la sécurité. Et la sécurité, cela veut dire organiser avec l'accord de ces pays, le contrôle des armements. Il faudra contrôler - et je dis tout de suite que je suis d'accord - les ventes d'armes. Il faudra que tous ces pays puissent participer entre eux et avec d'autres à une conférence qui organise la paix dans la sécurité mutuelle. Il faudra penser au développement économique. Pour cela, il faudra que l'on conçoive autrement la distribution des profits du pétrole. Il ne faudra pas supporter qu'il y ait ces pays les plus riches à côté des pays les plus pauvres et que cela continue.

- Mais enfin c'est encore aux pays producteurs qu'il convient assurément, d'abord, de prévoir les moyens d'y parvenir. Mais cela nous regarde, et cela regarde aussi le Conseil de sécurité. Pardonnez-moi si je suis long, mais la question est vaste, de l'organiser, la banque qui sera nécessaire à cela, de rechercher les fonds qui seront indispensables pour le développement de chacun. Enfin, je n'irai pas plus loin, il faudra par une ou plusieurs conférences internationales selon l'objet de ces conférences, notamment celles qui doit viser le conflit israélo-arabe et le cas échéant celle qui mettra le Liban à l'abri de l'occupation des armées étrangères. Il faudra que ces conférences internationales parachèvent l'oeuvre si difficile que nous entreprenons aujourd'hui, mais qui doit bien servir à quelque chose : c'est-à-dire installer durablement la paix dans la justice. Il n'est pas possible de régler ce problème sans tenir compte de la sécurité d'Israël, mais aussi des justes aspirations des Palestiniens et du droit des Libanais, sans oublier, bien entendu, les vies mêlées aujourd'hui au conflit du Golfe.\

QUESTION.- Monsieur le Président, revenons malheureusement à la guerre qui s'annonce encore plus meurtrière, vous venez de le dire et quelquefois la perception compte plus que la réalité. Aujourd'hui la majorité des Français redoute une guerre mondiale, ils ont exprimé cette crainte dans un sondage BVA Paris-Match cette semaine. A votre avis, cette crainte, aujourd'hui, est-elle fondée ou non ?

- LE PRESIDENT.- Elle n'est pas fondée. Il y a aujourd'hui, vous le savez, on l'a redit, mais c'est important d'inscrire çà dans sa tête, 29 pays associés, coalisés, ceux qui n'y sont pas participent aujourd'hui à ce grand débat qui doit conduire finalement à la paix. Voyez la position de l'Iran, voyez la position de toute une série de pays qui, tout en exprimant leur opinion : pour, contre ou neutre, n'entendent pas s'engager dans le conflit. Donc je ne crois pas à un conflit international. J'ai dit simplement que, c'est presque une chance historique, stupéfiante, que la fin du conflit est-ouest ait eu lieu, il y a si peu de temps, c'était en 1990, l'an dernier, 89 déjà l'amorçait. On en a fini avec ce lourd problème qui a pesé sur l'après deuxième guerre mondiale. Si cela n'avait

pas été fait, aujourd'hui vous auriez peut-être raison, je veux dire ceux que vous évoquez auraient peut-être raison, oui il y aurait un grand risque de guerre mondiale, mais tel n'est pas le cas, je ne crois pas, du tout, pas un instant que cela puisse dégénérer en une guerre mondiale. J'ajoute aussi que ce qui se passe aujourd'hui, le formidable arsenal militaire détenu par l'Irak, la manière dont tout cela se passe montre que si l'on n'avait pas agi maintenant, nous nous serions trouvé dans deux ou trois ou quatre ans, dans des conditions de conflits qui, eux, auraient pu provoquer cette guerre. Je pense que les décisions très dures que nous avons dû prendre, et la France en particulier, étaient justes, au moment voulu, pour défendre au mieux les chances de la paix. On me dira par une guerre ? Oui, par une guerre, rendue nécessaire par la tyrannie, le refus, les exigences, l'intransigeance d'un seul pays.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous ne croyez pas du tout au risque du nucléaire. Je vous pose la question parce que certains responsables américains et non des moindres, il s'agit du Vice-Président Dan Quayle, quand on a évoqué l'utilisation d'armes chimiques a refusé d'écarter catégoriquement l'utilisation en réplique de l'arme nucléaire ou de l'arme à neutrons.

- LE PRESIDENT.- Moi, je l'écarte. Ni arme chimique, ni arme bactériologique, ni arme nucléaire.

- QUESTION.- Vous êtes sûr que les Américains ne le feront pas eux ?

- LE PRESIDENT.- Je parle pour la France. Mais nous avons des relations suffisamment proches et une confiance mutuelle pour que - je ne dis pas que les dirigeants américains veuillent passer à ce type d'armements - l'on ait toujours la possibilité de s'expliquer et de s'entendre. Mais, moi, je vous dis non. Nous ne nous sommes pas engagés dans une guerre pour la défense du droit, du droit des gens, pour dévier ensuite de la sorte. Depuis le début du siècle et même auparavant on a essayé de créer une sorte de droit des gens dans la guerre. Cela peut paraître paradoxal mais c'est quand même nécessaire, les conventions de Genève pour les prisonniers en particulier. Je crois qu'il faut continuer d'aller dans ce sens, et engager des armes du type que vous me dites, ce serait un recul vers la barbarie auquel je me refuse.\

QUESTION.- Dans le contexte actuel pour vous il était tout à fait normal de laisser les B52 survoler le territoire français et permettre leur ravitaillement à partir de bases françaises ?

- LE PRESIDENT.- Absolument puisque nous l'avons accepté. Non seulement nous avons un devoir de solidarité à l'égard des soldats des autres pays engagés dans ce conflit mais nous avons un devoir de fraternité, de soutien, de présence à l'égard de nos propres soldats. Les B52 vont contribuer à la défense des objectifs généraux qui ont été fixés et aussi de nos soldats. Donc, la question ne se posait pas de refuser cette proposition. Je sais qu'il y a eu un débat sur condition ou pas condition, ce que je peux vous dire c'est que préalablement les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume Uni se sont entendus pour que la base de départ des B52 fût fixée en Angleterre moyennant - cela c'est l'entente entre les Anglais et les Américains - un certain nombre de réserves ou de précisions qui ont été apportées, que nous n'avons eu nous qu'à reprendre puisque les avions ne sont pas basés chez nous, ils passent dans notre ciel, et des avions ravitailleurs stationneront sur deux de nos aéroports pour contribuer à ce que ces B52 puissent faire l'aller et retour de ce long voyage sans dommage.

- QUESTION.- Quelles sont les réserves ?

- LE PRESIDENT.- On les a déjà dites : de ne pas bombarder les lieux saints des chiites en particulier, de ne pas transporter d'autres armes que conventionnelles et éviter de bombarder les grandes agglomérations urbaines. Tout cela était, il faut le dire à la demande des Britanniques, entendu avec les Américains et nous nous l'avons fait de grand coeur et nous n'avons eu qu'à reprendre ces dispositions.\

QUESTION.- Monsieur le Président depuis le début de cette guerre l'économie française est en recul et les investissements diminuent. Est-ce que l'économie française peut supporter longtemps ce conflit ?

- LE PRESIDENT.- Oui. Je ne pense pas que le conflit dure longtemps, si longtemps qu'il mette en péril l'économie des pays occidentaux et particulièrement notre économie française et je m'inquiète un peu de cette espèce de paralysie qui s'empare soudain, c'est une psychose et une mauvaise psychose, de beaucoup d'entrepreneurs qui n'investissent plus, qui arrêtent de

recruter, alors qu'il n'y a pas de raison. Notre économie n'a pas été atteinte en quoi que ce soit & c'est comme ces nombreux compatriotes qui ont cru nécessaire d'acheter pour en avoir des réserves un certain nombre de produits dont aucun ne dépend des productions du Moyen-Orient. - Tout cela ce sont des psychoses qui passent, qui traversent l'opinion, mon devoir est de mettre en garde nos compatriotes, les Français, contre toute une série de vagues d'opinion qui sont finalement dangereuses pour nous. Notre économie tient le coup, elle n'est pas menacée. La guerre coûte cher, mais nous sommes en mesure de l'assumer dans le cadre normal d'un budget, sans que l'économie soit atteinte en profondeur.\

QUESTION.- Les Français continuent de vous suivre, tous les sondages le montrent, les hommes politiques dans leur majorité, à droite, comme à gauche continuent de vous approuver, mais votre ex-ministre de la défense, M. Chevènement a démissionné. Regrettez-vous son départ ?

- LE PRESIDENT.- Sur le plan humain, de nos très anciennes relations amicales, certainement. Il a agi par conviction. Il a été remplacé, je n'ai rien d'autre à dire.\

QUESTION.- Vous avez exclu l'embrasement, vous avez été clair sur le risque de guerre mondiale, est-ce qu'il n'y a pas un autre risque : l'enlèvement ?

- LE PRESIDENT.- Il y a un autre risque, dont nous n'avons pas parlé : c'est le terrorisme. La continuation de la guerre va nous conduire à l'affrontement terrestre qui sera dur, difficile à supporter. Il faudra demander aux Français, aux familles beaucoup de courage moral, auquel il faudra répondre par un grand élan de solidarité. Il faudra en même temps, définir des buts très clairs & ce que fait la France doit être compris par les Français. Nous n'aimons pas la guerre et nous ne la voulons pas ! Mais la guerre comporte des sacrifices, on y arrive. Il y a aussi les conséquences de la guerre, chez nous, et dans l'ensemble des pays qui sont mêlés à ce conflit, c'est-à-dire le développement du terrorisme, nous prenons vraiment toutes les précautions possibles imaginables pour prévenir le terrorisme. L'État, croyez-moi, ne sera pas défaillant. Alors, vous m'avez dit l'enlèvement. Je ne suis pas prophète, je ne prétends pas me substituer à tous les stratèges mêlés à ce conflit. Ce serait vraiment un enlèvement, au-delà de ce que j'avais moi-même prévu, si cette guerre durait au-delà du printemps. Mais je suis convaincu que tel ne sera pas le cas. Je me hasarde peut-être en vous disant cela, il n'y aura pas d'enlèvement. De toute manière, chaque jour est long, et nos compatriotes ont déjà un sentiment d'enlèvement, parce que l'on attend pour ce soir, on attend pour demain, on attend et on espère la paix, on aime la paix. Je suis comme eux, et nous ne devons rien négliger pour que les objectifs fixés soient atteints. Il faut malheureusement passer par le conflit, afin d'exécuter le mandat que nous avons reçu, afin d'établir désormais une paix durable et juste, partout dans le Proche et le Moyen-Orient.\